

Contexte

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, la criminalité et la montée de tensions entre les communautés. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaire, a mis sur pied un suivi mensuel de la situation humanitaire dans les départements situés dans la zone frontalière. Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones géographiques et de leur évolution. Il permet de collecter des informations au sujet de localités accessibles, difficiles ou hors d'accès situées dans ces départements. L'ensemble des produits liés à cette évaluation sont disponibles sur le [Centre de Ressources](#) de REACH.

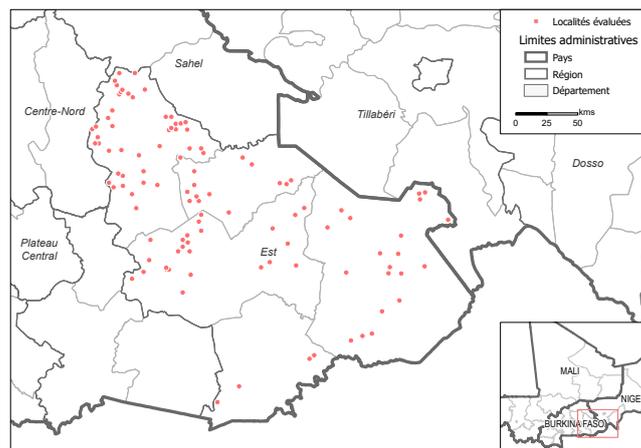
Méthodologie

La méthodologie employée par REACH afin de collecter des informations dans la zone Trois Frontières est la méthodologie dite "Zone de Connaissance / Area of Knowledge". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées concernent les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens téléphoniques avec des informateurs clés (IC), et agrégées au niveau de la localité, du département et de la région¹. Elles sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de la province ont été évaluées. Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans les départements de la région de l'Est. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse.

Cette fiche présente les résultats de la collecte de données ayant eu lieu entre le 07 et le 30 octobre 2020, dans la région de l'Est. Au total, 270 IC ont été consultés et 243 localités ont été évaluées. **La couverture actuelle de l'évaluation est limitée et les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.**

Couverture géographique

Localités évaluées par département dans la région de l'Est²:



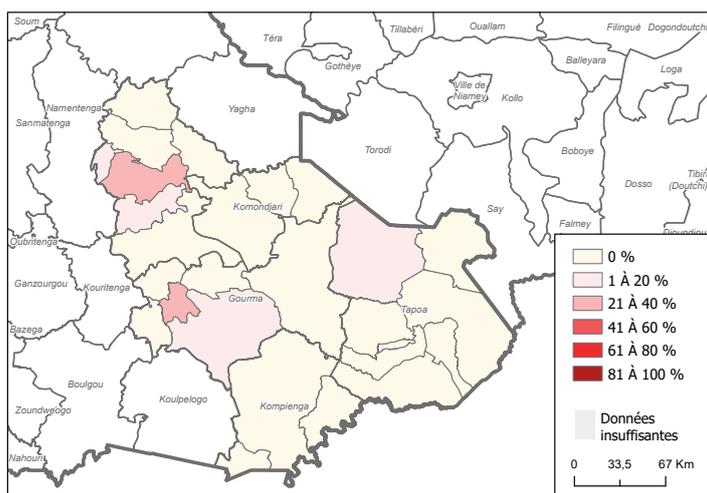
Départements	# total de localités	# total de localités évaluées	Couverture
Gnagna	409	84	20,5%
Gourma	293	57	19,5%
Komondjari	124	21	16,9%
Kompienga	31	8	25,8%
Tapoa	348	73	21,0%
Total	1 205	243	20,2%

IC ayant visité la localité au cours du mois précédent : **270**

IC ayant eu un contact (en face-à-face ou par téléphone) avec la localité au cours du mois précédent : **0**

→ Dynamiques de déplacement

% de localités évaluées où les IC ont rapporté l'arrivée de personnes déplacées internes (PDI) et/ou de réfugiés au cours du mois précédent³ :

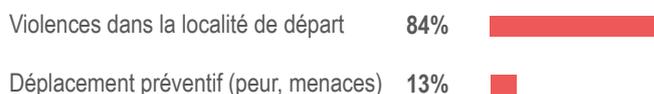


Les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours du mois précédent dans seulement **4%** de localités évaluées. La province d'origine des PDI la plus citée est celle de la Gourma (**43%**)⁴. Les IC n'ont rapporté **aucune** arrivée de réfugiés ou de retournés au sein des localités évaluées au cours du mois précédent.

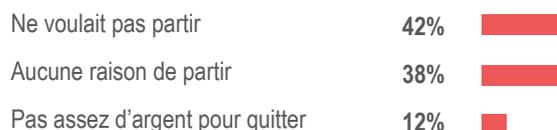
% de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence des groupes de population suivants au cours du mois précédent⁵ :



Raisons les plus souvent citées par les IC pour expliquer la présence de PDI dans la localité au cours du mois précédent⁵ :



Raisons les plus souvent citées par les IC pour expliquer que des membres de la population non déplacée ne se soient pas déplacés au cours du mois précédent⁵ :



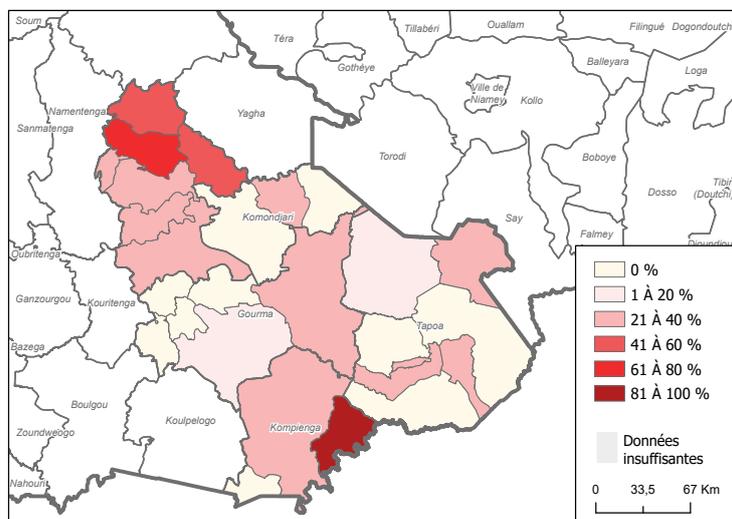
¹ Compte tenu de la pandémie COVID-19, les entretiens avec les informateurs clés ont été réalisés uniquement par téléphone et le questionnaire a été réduit et adapté à cette méthode de collecte.
² Source : Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), Institut National de la Statistique, 2012.
³ Dans toute la fiche d'information, le mois précédent renvoie aux trente jours précédant la collecte de données.
⁴ Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de ces groupes de populations dans la localité au cours du mois précédent.

⁵ Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.
⁶ Les retournés sont des personnes auparavant déplacées dans leur pays d'origine et qui sont désormais retournées dans leur localité d'origine. Les rapatriés sont des personnes auparavant déplacées dans un pays autre que leur pays d'origine et qui sont désormais retournées dans leur localité d'origine.
⁷ Pourcentage calculé sur le total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de ces groupes de populations dans la localité au cours du mois précédent.

Sur l'ensemble de cette fiche, dans les graphiques circulaires, la catégorie «Autre» correspond à l'ensemble des réponses «Pas de consensus», «Ne sait pas», «Ne souhaite pas répondre».

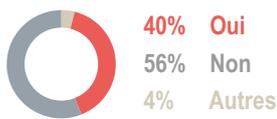
Sécurité alimentaire

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent selon les IC :

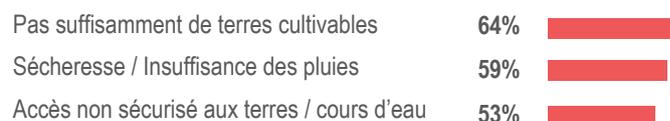


Dans **24%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent.

% de localités évaluées où les IC ont rapporté une diminution de l'offre de produits céréaliers au cours du mois précédent¹⁰ :



Raisons les plus souvent citées par les IC pour expliquer que la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent^{5 7} :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à un marché à distance de marche au cours du mois précédent⁸ :



Principales sources de nourriture les plus souvent citées par les IC au cours du mois précédent⁵ :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté qu'il y'avait eu une assistance alimentaire au cours du mois précédent :

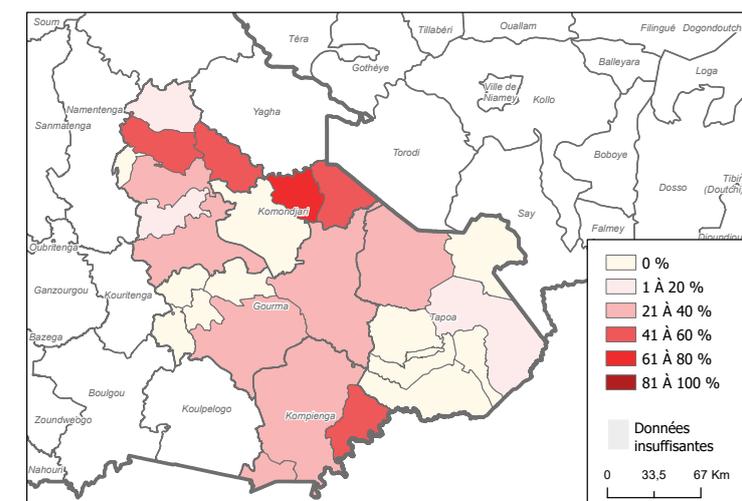


% de localités évaluées où les IC ont rapporté une augmentation du prix des céréales au cours du mois précédent¹⁰ :



Moyens de subsistance

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du mois précédent selon les IC :

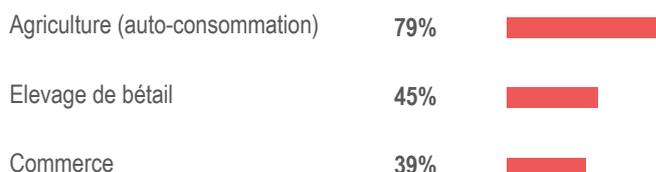


Dans **17%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du mois précédent.

Raisons principales pour lesquelles la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du mois précédent^{5 11} selon les IC :



Activités de subsistance les plus souvent citées par les IC comme ayant été perturbées pour la majorité de la population au cours du mois précédent^{5 11} :



⁷ Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent.

⁸ La distance par "distance de marche" est laissée à la discrétion des informateurs clés.

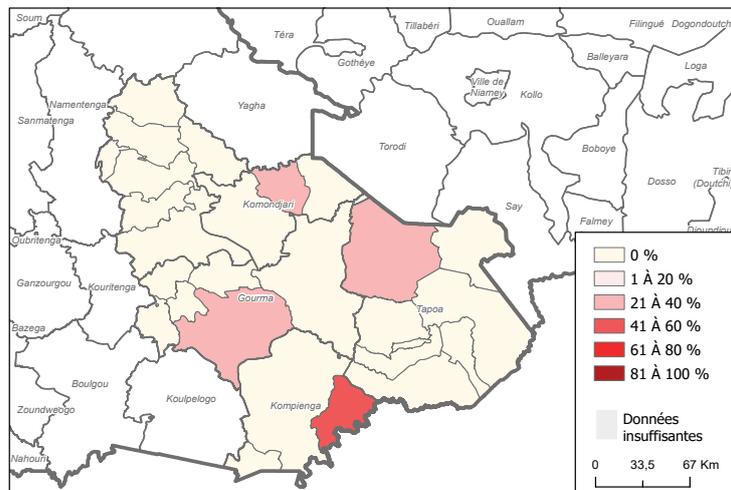
⁹ Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la population n'avait pas accès à un marché à distance de marche au cours du mois précédent.

¹⁰ Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la population avait accès à un marché à distance de marche au cours du mois précédent.

¹¹ Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du mois précédent.

Santé et nutrition

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours du mois précédent⁸ selon IC :



Dans 4% des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours du mois précédent⁸.

Principal problème de santé pour la majorité de la population au cours du mois précédent les plus souvent citées par les IC :

Paludisme 96%

Barrières principales à l'accès aux services de santé au cours du mois précédent¹² selon les IC :

Il n'y a jamais eu d'infrastructures de santé à proximité 78%
Infrastructures fermées pour insécurité ou détruites 22%

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté une augmentation des décès au cours du dernier mois
24% Oui
76% Non

% de localités évaluées où les IC ont rapporté qu'il existait un dispositif de prise en charge des malades critiques au cours du mois précédent :
53% Oui
47% Non

Les IC ont rapporté la présence de programmes nutritionnels à distance de marche⁸ dans 93% des localités évaluées au cours du mois précédent.

Programmes nutritionnels les plus cités par les IC comme étant disponibles au cours du mois précédent¹⁴ :

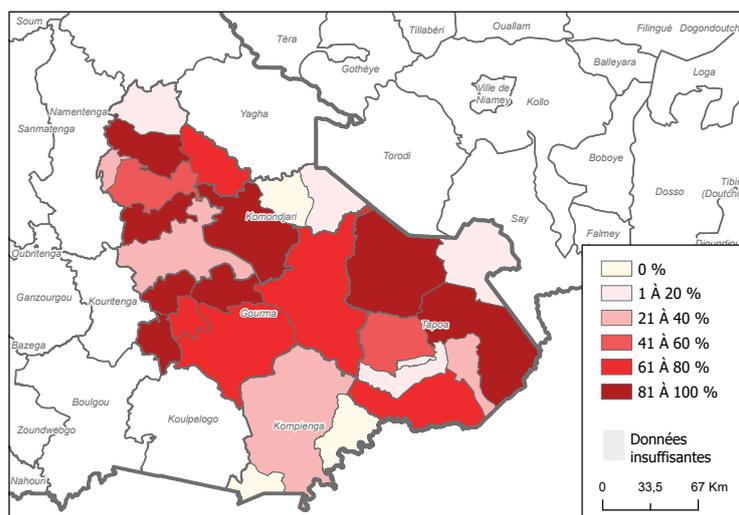
Prise en charge de la malnutrition modérée des enfants 88%

Prise en charge de la malnutrition modérée des femmes enceintes et allaitantes 85%

Dépistage précoce 81%

Eau, hygiène et assainissement

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage au cours du mois précédent selon les IC :



Dans 57% des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau au cours du mois précédent.

% de localités évaluées où des personnes n'ont pas pu atteindre leur point d'eau de préférence pour des raisons sécuritaires au cours du mois précédent :
12% Oui
88% Non

% de localités évaluées par temps nécessaire pour atteindre, attendre et revenir de la principale source d'eau selon les IC :

Moins de 30 minutes 33%
Entre 30 minutes et moins d'une heure 47%
Entre une heure et moins de la moitié d'une journée 23%

% de localités évaluées où la majorité de la population utilisait des latrines au cours du mois précédent :
24% Oui
76% Non

% de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence d'installation de lavage des mains :
18% Oui
82% Non

Proportion de localités évaluées par principale méthode de lavage des mains au cours du mois précédent selon les IC :

Savon 56%
Eau seulement 26%
Cendre 15%

% de localités évaluées où la majorité de la population avait des difficultés à se procurer du savon au cours du mois précédent :
57% Oui
43% Non

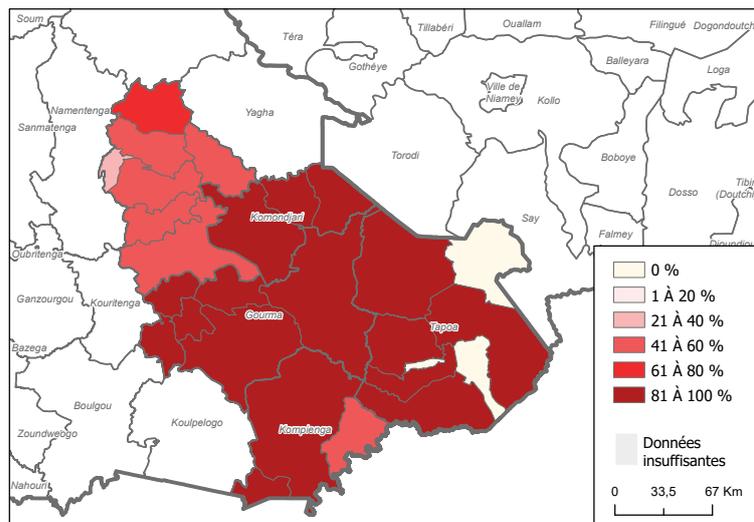
¹² Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels au cours du mois précédent.

¹³ Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours du mois précédent.

¹⁴ Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de programmes nutritionnels accessibles à distance de marche au cours du mois précédent.

Abris et articles non alimentaires

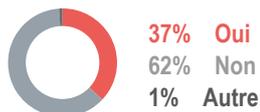
% de localités évaluées où la majorité des PDI ne vivait pas dans des conditions adéquates au cours du mois précédent¹⁵ selon les IC :



Les communes de la région représentées en blanc sont les communes dans lesquelles les IC n'ont pas mentionné la présence de PDI, et qui ne sont a priori pas concernées par cette question.

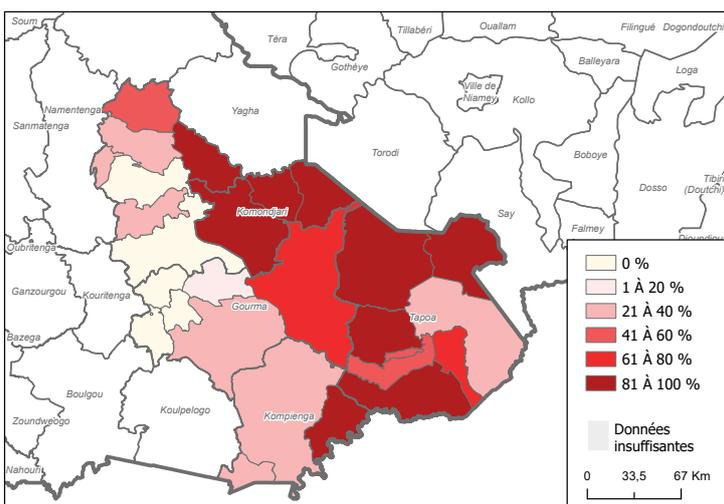
Dans 81% de localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivait pas dans des conditions adéquates¹⁵ au cours du mois précédent.

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la moitié ou plus des PDI étaient hébergés par la population locale au cours du mois précédent⁴ :



Education

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours du mois précédent⁷ selon les IC :



Dans 54% de localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours du mois précédent.

% de localités évaluées par type d'abri et groupe de population⁴ selon les IC :

Type d'abri	Non déplacés	PDI
Maison en dur (bois, brique, banco)	71%	43%
Concession (maison, location)	0%	9%
Habitat en paille	0%	5%
Case traditionnelle	26%	40%
RHU (unité d'hébergement pour déplacés)	0%	0%
Abris de transition	0%	1%
Abris de fortune ¹⁷	0%	2%
Abris d'urgence ¹⁷	0%	1%

Dans 62% des localités évaluées, les IC ont rapporté que des abris ont été détruits au cours du mois précédent.

Raisons principales expliquant la destruction des abris au cours du mois précédent¹⁵ selon les IC :

Intempéries (vent, pluie)	59%
Inondations	40%

Articles non alimentaires les plus cités par les IC comme étant non disponibles pour la majorité de la population au cours du mois précédent¹⁸ :

Moustiquaire	47%
Couverture	27%
Bidon	25%

Principales raisons pour lesquelles la majorité de la population ne pouvait pas accéder à des services éducatifs à distance de marche au cours du mois précédent¹⁹ :

Les enseignants ont été déplacés	75%
Ecoles fermées sur décision des autorités	9%
Les infrastructures scolaires ont été détruites durant une attaque	8%

Principales stratégies d'adaptation des enfants en âge scolaire (6-17 ans) pour continuer à apprendre en cas de non disponibilité des services éducatifs au cours du mois précédent selon les IC²⁰ :

Aucune stratégie	93%
Révisions à la maison	7%

Principales occupations des jeunes en âge scolaire (6-17 ans) en cas de non disponibilité des services éducatifs au cours du mois précédent selon les IC²⁰ :

Travail à la maison	45%
Travail en dehors de la maison	38%
Aucune activité / Loisirs	15%

¹⁵ La définition de "conditions adéquates" est laissée à la discrétion des IC.

¹⁶ Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté une destruction d'abris dans la localité au cours du mois précédent.

¹⁷ Les abris d'urgence sont des abris distribués par la communauté humanitaire. Les abris de fortune sont des abris construits par les membres de la communauté à partir de matériaux locaux pour pallier le manque d'abris.

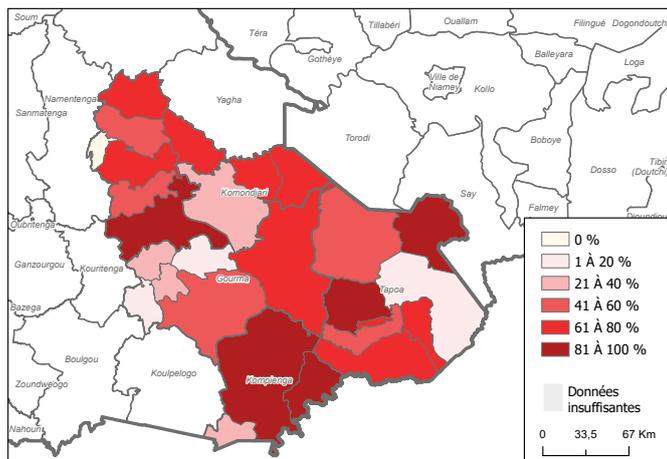
¹⁸ Etant composés de plusieurs articles, les kits femme et les kits bébé ont été exclus de l'analyse.

¹⁹ Pourcentage calculé sur le nombre total des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la population en âge scolaire pouvait accéder à des services éducatifs à distance de marche au cours du mois précédent.

²⁰ Pourcentage calculé sur le nombre total des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la population en âge scolaire ne pouvait pas accéder à des services éducatifs à distance de marche.

Protection

% de localités évaluées où la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours du mois précédent selon les IC :



Principales préoccupations en matière de protection de la majorité de la population au cours du mois précédent selon les IC :

Violence par un groupe armé (assassinat, pillage) **86%**

Criminalité (harcèlement, pillage, menace) **5%**

% de localités évaluées où les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés au cours du mois précédent :

9% Oui
91% Non

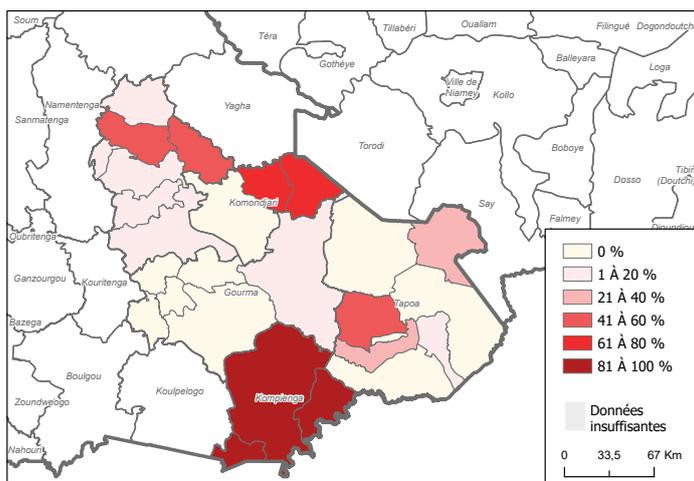
% de localités évaluées par état ressenti des relations entre les populations déplacées et non déplacées au cours du mois précédent⁴ :

86% Bonnes
1% Fragiles
6% Neutres
7% Autres

Les IC ont rapporté dans **56%** de localités évaluées que la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours du mois précédent.

Communication

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'information quant à l'aide humanitaire disponible dans la zone au cours du mois précédent selon les IC :



Principales sources d'information générale utilisées par la majorité de la population au cours du mois précédent selon les IC :

Radio **79%**

Appel téléphonique **9%**

Principaux pourvoyeurs d'information générale pour la majorité de la population au cours du mois précédent selon les IC :

Leader communautaire, leader religieux, chef **41%**

Autorité locale **34%**

Amis / famille **23%**

Principaux types d'information qui auraient été les plus utiles à la population au cours du mois précédent selon les IC²¹ :

La situation sécuritaire **56%**

L'accès à l'assistance humanitaire **26%**

Information sur le COVID-19 **7%**

Dans **19%** de localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à de l'information quant à l'assistance humanitaire disponible dans la zone au cours du mois précédent.

% de localités évaluées où le réseau téléphonique était accessible au cours du mois précédent selon les IC :

90% Oui
10% Non

Redevabilité

% de localités évaluées dans lesquelles des personnes ont bénéficié d'une assistance humanitaire selon les IC :



Principaux secteurs dans lesquels la population aurait besoin d'une intervention selon les IC, par département (% de localités évaluées)²² :

Départements	Sécurité alimentaire	Moyens de subsistance	EHA	Santé	Nutrition	Biens non alimentaires	Abris	Protection	Education	Communication	Cash sans condition
Gnagna	79%	32%	70%	42%	0%	15%	6%	13%	24%	2%	12%
Gourma	42%	21%	37%	44%	7%	23%	12%	33%	26%	2%	28%
Komondjari	43%	5%	52%	67%	5%	14%	10%	33%	48%	5%	0%
Kompienga	50%	38%	38%	63%	0%	0%	0%	38%	25%	13%	0%
Tapoa	71%	15%	52%	38%	5%	29%	3%	18%	34%	0%	30%

²¹ Pourcentage calculé sur le nombre total des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à de l'information sur l'assistance humanitaire disponible au cours du

mois précédent

²² Les IC ne pouvaient sélectionner que 3 secteurs prioritaires.